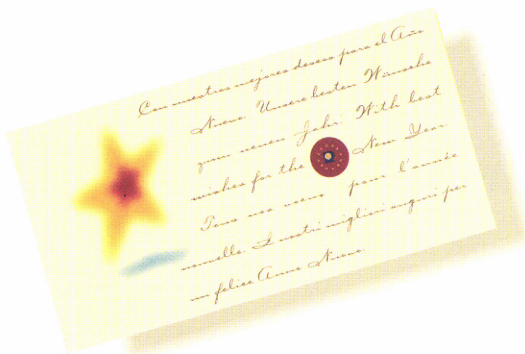


European Commission Delegation  
Library  
2300 M Street, NW  
Washington, DC 20037

2

1996

## EDITORIAL



En cette fin d'année 1996, il m'est agréable de constater le succès du premier titre de propriété industrielle créé par les communautés européennes: la marque communautaire. C'est une contribution

importante à la construction de l'Europe.

Je tiens à remercier d'abord tous ceux, industriels ou commerçants, qui ont cru dès le début à cette marque en tant qu'instrument de leur propre réussite. Permettez-moi d'associer à ces remerciements tous les agents de l'Office qui, dans l'enthousiasme, ont accepté la lourde charge de participer au lancement de cette nouvelle et grande Agence. A tous je souhaite une bonne et heureuse année.

Jean-Claude COMBALDIEU

## CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ BUDGÉTAIRE

Le Conseil d'administration et le Comité budgétaire de l'Office ont tenu une session en date respectivement du 11 et du 12 novembre 1996. Les 15 États membres étaient représentés aux deux sessions. À la session du Conseil d'administration ont assisté par ailleurs deux observateurs, représentant le Bureau Bénélux des marques et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

### 7<sup>ème</sup> session du Conseil d'administration

Le Conseil a d'abord procédé à l'élection de son Président, dont le mandat se termine le 20 mars 1997. Le Président actuel, Monsieur José MOTA MAIA (délégation portugaise), a été réélu à l'unanimité.

Les délégations ont fixé comme dates pour l'institution des deuxième et troisième chambres de recours respectivement le 1<sup>er</sup> mars et le 1<sup>er</sup> septembre 1997.

L'Office a présenté l'évolution dans le domaine des demandes de marques déposées et l'état des procédures: plus de 38.000 dépôts avaient été effectués à la date du Conseil. Sur ce total, 29.617 demandes de marques ont été envoyées sur CD-ROM aux services centraux de la propriété industrielle. Treize contrats de licence d'exploitation commerciale de ce CD-ROM ont été signés, le prix de

la licence - fixé en 1996 à 5.000 écus - ne changeant pas pour 1997. L'Office a signalé que, sur le plan du traitement des demandes, la situation est pratiquement à jour pour les envois des accusés de réception et pour l'encodage. Quant au projet RESMA - système d'échange électronique d'informations entre l'Office et ses différents interlocuteurs -, la mise en oeuvre de la phase pilote devrait démarrer vers le mois de mai 1997.

L'Office a fait état de la situation des locaux actuels et a exposé son intention de louer des bâtiments supplémentaires, proches du siège provisoire.

Quant au projet de bâtiment définitif, les délégations ont visité l'exposition des différentes maquettes réalisées par les soumissionnaires. Selon les informations fournies par la délégation espagnole, la première pierre devrait être posée fin avril/début mai de l'année 1997. Il a été précisé que l'Office serait prié de se rendre acquéreur du futur siège définitif.

Le Président de l'Office a soumis un plan d'activités pour les années 1996-1997-1998 au Conseil d'administration. Les prévisions de dépôts tablent sur 22.000 demandes de marques par an à partir de 1997. La séquence chronologique du traitement des demandes de marques a été expliquée: entrée au service courrier, affectation du courrier, encodage, émission des accusés de réception, attribution et communication d'une date de dépôt, constatation des créances, transmission des demandes de recherche aux offices nationaux, classification, demande de traductions, examen de la demande, réception des rapports de recherche et communication au déposant, contrôle de la qualité

CELEX/13



des traductions, publication de la demande et enregistrement de la demande. L'Office s'est fixé comme objectif d'atteindre un rythme de croisière pour le traitement des demandes de marques aussi rapidement que possible: les accusés de réception devront être envoyés dans les 15 jours qui suivent le dépôt et la date de dépôt devra être accordée dans les deux mois. Fin juin 1997 tous les dépôts de 1996 devront avoir obtenu leur date de dépôt.

### 7<sup>ème</sup> session du Comité budgétaire

Le Comité a également procédé à l'élection de son Président, dont le mandat se termine le 21 mars 1997. Le Président actuel, Monsieur Renzo ANTONINI (délégation italienne), a été réélu à l'unanimité.

Conformément à l'article 137 du règlement sur la marque communautaire, le Président de l'Office a sollicité la décharge sur l'exécution du budget pour les exercices 1994 et 1995. Le Comité budgétaire, après avoir examiné le rapport de la Cour des comptes des Communautés européennes sur les états financiers de l'Office pour les deux exercices, a décidé à l'unanimité d'accorder cette décharge au Président de l'Office.

Le plan d'activités pour les années 1996-1997-1998 a également été présenté au Comité budgétaire.

Le Comité a par ailleurs pris connaissance de l'état de l'exécution du budget 1996, à l'aide d'une situation budgétaire qui lui est fournie trimestriellement par l'Office. Il a adopté les virements de crédits que l'Office lui a proposés et accepté la modification du tableau des effectifs pour l'exercice 1996.

En ce qui concerne la coopération de l'Office avec le CdT (Centre de traduction

des organes de l'Union), le Conseil d'administration a recommandé à l'Office, qui lui a communiqué les problèmes actuellement rencontrés au niveau de la qualité et des délais des traductions, de négocier une solution satisfaisante.

### INSTALLATION D'UNE DEUXIEME CHAMBRE DE RECOURS

Lors de sa réunion du 11 novembre dernier, le Conseil d'administration de l'Office a décidé que la deuxième Chambre de recours serait installée à partir du 1er mars 1997.

Les Chambres de recours jouent un rôle essentiel dans le cadre de la protection juridique des utilisateurs du système de la marque communautaire. Elles constituent une deuxième instance de décision, ouverte à tout demandeur dont la demande a été refusée, en tout ou en partie, par une des divisions de l'Office. Les Chambres sont intégrées à l'Office, mais leurs membres sont indépendants: leurs décisions ne peuvent être liées à aucune instruction de l'Office. Chaque Chambre se compose de trois membres, parmi lesquels le Président de la Chambre. Tous les membres sont nommés, pour une période de cinq ans, par le Conseil de l'Union européenne. La première Chambre a été installée le 1er février 1996 et il est prévu qu'une troisième Chambre commence à fonctionner à partir du 1er septembre 1997. La deuxième Chambre se compose des personnes suivantes: sa Présidente est Mme. Kerstin Sundström, ses deux autres membres sont M. Ruud Furstner et M. John Gormley. Qu'ils soient les bienvenus à l'Office !

### TECHNICAL COOPERATION AT THE OHIM

#### Establishing and strengthening links with trade mark offices

The OHIM has established links with the trade mark offices of the Member States of the European Union, as well as various international organizations with a view to technical cooperation.

#### Technical Cooperation with Member States

The role of the Member States in the Community trade mark procedure is of great importance. Therefore establishing and strengthening links with them is vital for the success of the procedure.

The National Offices of Member States play mainly three important roles in the Community trade mark registration procedure by :

- being the receiving offices for applicants/representatives who wish to file their Community trade mark applications via their National Office;
- carrying out search reports in their national registers with regard to Community trade mark applications;
- implementing their part of the conversion procedure from a Community trade mark application to a national trade mark application.

As Community trade marks and Community trade mark applications may constitute prior rights as regards national trade mark applications, the role of Community trade mark data in the national registration procedure is also of major importance.

In this framework, and in order to carry out these tasks as regards information, an EDP system called RESMA is also being set up. This is a computerised network which will enable the exchange of information between National Offices of Member States, the OHIM, Translation Centre and the OPOCE in relation to Community trade mark information (See also OAMI NEWS N° 1).

Furthermore, two Liaison Meetings

have also been organised at the OHIM in Alicante, with participants from the National Offices, and several European organisations, with a view to exchanging information and having the opportunity to discuss different topics related to the Community trade mark procedure and national practices first hand.

Other cooperation links have also been established with National Offices. A publications exchange programme was put in place in 1995, whereby the OHIM and the National Offices have agreed to forward various publications of interest, on paper or CD-ROM. The agreed list of publications is open to review and can be modified or increased at any time.

The scope of the cooperation will be widened in future to meet the technical needs of the OHIM or National Offices.

### Technical Cooperation with Third Countries

With regard to Technical Assistance Programmes in Industrial Property Rights (TAP) and in the framework of technical cooperation with third countries, the OHIM, at the request of the European Commission, carried out a preparatory mission for the EC-Vietnam TAP, following which the OHIM was appointed executing agency for the trade mark components of the programme. The OHIM also organised a preparatory mission for the project EC-India.

Also at the request of the European Commission, three other programmes are currently under discussion for projects in Argentina, Chile and China.

These projects are to be carried out in close cooperation with the European Patent Office (EPO), which is in charge of the patent components.

Apart from these cooperation programmes, visits have been paid to the OHIM by delegations representing third countries, i.e. Japan and South Korea. Several other third countries' national offices have expressed an interest in visiting the OHIM also. These visits are foreseen for late 1996, early 1997.

## REVOCACTION OF THE APPOINTMENT OF A REPRESENTATIVE

Professional representatives (legal practitioners or professional representatives entered on the list maintained by the Office) must supply an authorisation, either in the form of an Individual Authorisation or in the form of a General Authorisation. General Authorisations are administered by the Administration of Trade Marks and Legal Division in the Legal Department of the Office.

General or Individual Authorisations may be revoked by addressing a corresponding communication to the Office, which may be accompanied by the appointment of a new representative also presenting a new General or Individual Authorisation.

The Community Trade Mark Regulation and the Implementing Regulation do not provide explicitly for informing the former representative of such

revocation. However, the Office has decided, pursuant to enquiries addressed to it, that, as far as General Authorisations are concerned, the former representative will be informed in these situations by sending a (standard) letter, as follows:

*Dear Sir, Madam,*

*By letter dated ..... you were informed about the registration of the General Authorisation filed on behalf of ..... in which you were designated.*

*This letter is to inform you that the abovementioned General Authorisation was revoked by letter of....., notified to the Office on .....*

*Yours faithfully,*

For the time being, such information cannot be provided when Individual Authorisations are revoked because of the need to concentrate on examination issues and reach normal pendency rates. The Office will, however, endeavour eventually to communicate such information also for Individual Authorisations.

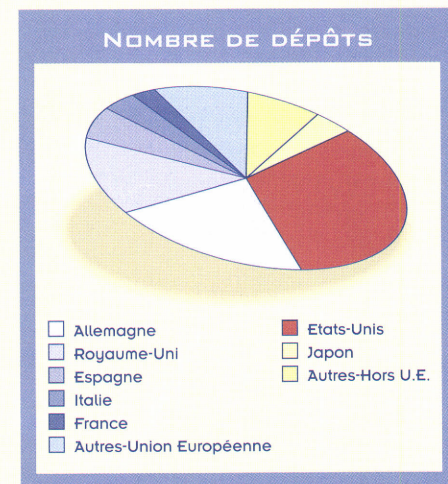
### QUELQUES CHIFFRES SUR L'OHMI au 15 décembre 1996:

- 1) dépôts de marques communautaires
- estimation du nombre de dépôts reçus: plus de 40 000
- nombre de dépôts encodés dans EUROMARC: 38 475
- répartition géographique des dépôts sur base des dépôts encodés:

Union européenne:	22 102	57,44 %
Allemagne	6 891	17,91 %
Royaume-Uni	5 148	13,38 %
Espagne	2 528	6,57 %
Italie	1 843	4,79 %
France	1 442	3,75 %
Pays Bas	916	2,38 %
Suède	756	1,96 %
Danemark	588	1,53 %
Autriche	586	1,52 %
Belgique	572	1,49 %
Finlande	292	0,76 %
Luxembourg	231	0,60 %
Portugal	121	0,31 %
Grèce	66	0,17 %

Hors Union européenne	16 373	42,56 %
dont :		
E.U.A	12 187	31,68 %
Japon	1 297	3,37 %
Suisse	872	2,27 %
Canada	408	1,06 %
Australie	236	0,61 %

- nombre d'accusés de réception envoyés: plus de 37 000
- nombre de dates de dépôt accordées: plus de 14 000



- 2) nombre de mandataires agréés auprès de l'OHMI : 4 720
- 3) nombre de comptes courants ouverts auprès de l'OHMI : 370
- 4) effectif de l'OHMI: 177

## NUEVOS LOCALES PARA LA OAMI

El COSOAMI, consorcio creado por las cuatro administraciones españolas que ejercen su jurisdicción en Alicante (Administración del Estado, Generalidad Valenciana, Diputación Provincial de Alicante y Ayuntamiento de Alicante), ha iniciado el procedimiento que deberá concluir con la edificación de la sede definitiva de la OAMI.

Sobre la base de las especificaciones



funcionales y técnicas suministradas por la Oficina, dicho consorcio ha redactado los Pliegos de Condiciones de un concurso público internacional para el proyecto y construcción del inmueble, cuya convocatoria se ha publicado el pasado 30 de julio en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas y posteriormente, el 2 de agosto, en el Boletín Oficial del Estado español.

El edificio se construirá sobre un terreno de unos 26.500 m<sup>2</sup> situado en una zona costera al sur de la ciudad, en el paraje denominado "Agua Amarga". Se trata de una parcela ubicada a tan sólo 220 m. del mar y fácilmente accesible desde el aeropuerto internacional de Alicante.

La sede definitiva de la OAMI se ha concebido en tres fases. La primera

comprende los servicios comunes (atención al público, salas de reuniones, archivos, etc.), y un ala de despachos cuya capacidad es de 400 puestos de trabajo. Cada una de las otras dos fases consiste en un ala de despachos suplementaria de esa misma capacidad.

La superficie construida sobre rasante en la primera fase será de 15.500 m<sup>2</sup>. Las fases posteriores, en su caso, tendrán una superficie sobre rasante de 11.400 m<sup>2</sup> cada una. Por el momento sólo se construirá la primera fase, dependiendo de la evolución de las necesidades de la Oficina. El coste de construcción de esta primera fase se ha estimado por el COSOAMI en algo más de 4.400 millones de pesetas, equivalentes a unos 27,5 millones de ECU.

El 22 de octubre terminó el plazo de presentación de ofertas del concurso, habiéndose procedido el 11 de noviembre a la apertura de las propuestas recibidas. Han presentado oferta 12 sociedades, entre las que figuran las más importantes empresas constructoras de España, y también algunas compañías extranjeras.

La selección del contratista se producirá probablemente en las primeras semanas de 1997, a cuyo efecto se ha constituido por el COSOAMI una Comisión Técnica integrada por arquitectos e ingenieros de las cuatro administraciones consorciadas. Simultáneamente, la Oficina está estudiando todos los proyectos presentados, e informará del resultado de su análisis al COSOAMI para que su opinión sea tenida en cuenta por el órgano de contratación antes de la adjudicación del contrato.

Una vez seleccionado el contratista, éste dispondrá de un plazo de dos meses para redactar el proyecto de ejecución definitiva del edificio, con lo que las obras podrán comenzar a primeros de mayo del año 1997. La duración de los trabajos ha sido estimada por el COSOAMI en 18 meses, previéndose que queden terminados a finales de 1998.

En resumen, si se cumplen todas las previsiones, la ocupación de la sede definitiva podrá tener lugar durante

los primeros meses de 1.999, disponiendo desde entonces la Oficina de un edificio plenamente adaptado a sus necesidades y susceptible de ampliación posterior, en el que podrá permanecer adecuadamente instalada hasta bien entrado el siglo XXI.

En tanto llega ese momento, la Oficina ha efectuado una prospección del mercado inmobiliario de la ciudad de Alicante mediante la publicación de anuncios en la prensa local, con objeto de arrendar superficies complementarias para la ampliación de la sede provisional. Tras el examen de las ofertas recibidas, se ha seleccionado dos inmuebles ubicados en la proximidad de la sede de la avenida de Aguilera, cuyas características se adecúan mejor a los requerimientos funcionales y técnicos de la OAMI, y que serán ocupados por la Oficina hasta que se pueda disponer de la sede definitiva.

### USEFUL NUMBERS

- Standard telephone number:  
+ 34-6-513 91 00
- General information telephone number:  
+ 34-6-513 92 43; + 34-6-513 92 72
- General information fax number:  
+ 34-6-513 91 73  
Explanations concerning the application form, questions concerning the registration procedure (priority, seniority, fees, etc.), CD-ROM giving details of the CTM applications, request of documents/literature (leaflets, application forms including electronic filings, authorisations, opening of current accounts, reference guide to official texts, places where to buy the Official Journal of the Community, etc.).
- Fax for filing CTM applications:  
+ 34-6-513 13 44  
The documents sent to this number are directly sent to the EUROMARC system without having to be scanned. Only documents relating to CTM applications should be sent to the above number.
- Telephone information concerning means of payment  
+ 34-6-513 93 40  
Opening of current accounts, bank transfers, payments by cheques, etc.
- Telephone information about representation:  
+ 34-6-513 91 17  
List of professional representatives, new entries, allocation of ID numbers, authorisations, etc.
- Telephone information concerning certified copies:  
+ 34-6-513 92 20  
Fax request of certified copies:  
+ 34-6-513 91 14
- Telephone information concerning publications:  
+ 34-6-513 91 02  
Information on OHIM's Official Journal, the Bulletin of CTM, etc.